



Alliance pour Refonder la Gouvernance en Afrique-Burkina Faso (ARGA/Burkina)
www.afrique-gouvernance.net

Rapports d'activités Octobre – Novembre 2020

Novembre 2020

TABLE DES MATIERES

Listes des Sigles et Abréviations	3
Introduction.....	4
I. Rappel du contexte de l'intervention	5
II. Etat de réalisation des activités.....	6
II.1. La mise en débats des résultats de l'étude sur le financement des campagnes électorales.....	6
II.1.1. Les émissions radios et télévisions	6
II.1.2. L'animation des panels dans 5 régions	13
II.2. L'observation de la campagne électorale de novembre 2020.....	14
II.2.1 Une démarche socio-anthropologique pour cerner les pratiques des acteurs politiques et des électeurs	14
II.2.2. Une confirmation du poids déterminant de l'argent dans l'arène politique	15
III. Résultats, enseignements et perspectives	18
III.1. Le financement des activités politiques dans le débat démocratique au Burkina	18
III.2. Des perspectives plus larges de mobilisation des acteurs, plaidoyer et interpellation	19
Conclusion.....	21

I. Listes des Sigles et Abréviations

ADF/RDA	Alliance pour la Démocratie et la Fédération, Rassemblement démocratique Africain
AN	Assemblée Nationale
ARGA	Alliance pour Refonder la Gouvernance en Afrique
ASCE-LC	Autorité supérieure de contrôle d'Etat de la lutte contre la corruption
BF	Burkina Faso
CDP	Congrès pour la Démocratie et le Progrès
	Ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique
MPP	Mouvement du peuple pour le progrès
NIMD	Institut Néerlandais pour la Démocratie multipartite
OSC	Organisation de la société civile
UNIR/PS	Union pour la Renaissance / Parti Sankariste
UPC	Union pour le progrès et le changement

II. Introduction

L'Alliance pour refonder la gouvernance en Afrique, Section du Burkina Faso (ARGA/Burkina) a sollicité et obtenu de l'Institut Néerlandais pour la démocratie multipartite (NIMD), un appui pour la mise en débats des résultats de l'étude réalisée en 2019 sur le financement des campagnes électorales et des mandats électifs.

Il s'est agi d'une part, de réaliser des émissions radiophoniques et télévisuelles et d'autre part, participer à des débats publics dans le cadre des panels organisés par l'Association SEMFILMS (également soutenue par le NIMD), dans 5 régions du Burkina (Centre-Ouest, Hauts-Bassins, Centre, Nord et Est).

En outre, sur sa requête ARGA/Burkina a obtenu l'accord du NIMD d'un avenant pour conduire un processus d'observation de la campagne électorale dans la perspective des élections présidentielles et législatives couplées du 22 novembre 2020.

Ces activités visaient à ouvrir des débats sur le poids des ressources financières dans les processus électoraux, à susciter l'intérêt à la fois des acteurs politiques que des citoyens et des organisations de la société civile sur cet aspect considéré jusque-là comme un tabou. Pourtant il influence largement le choix des gouvernants et la gestion de leurs mandats.

L'observation de la campagne électorale, quant à elle, a permis de documenter à partir des cas concrets et en situations réelles, des pratiques des acteurs engagés dans la campagne pour l'élection du président du Faso et des députés à l'Assemblée nationale.

Ces activités ont été réalisées à 100% au cours des mois d'octobre et de novembre 2020. Elles ont permis d'atteindre les résultats escomptés de toucher un public estimés plus d'un million (voire plus, selon les responsables des médias) de personnes à travers les émissions télé et radio et environ 200 à 300 personnes lors des débats panels.

Le présent rapport rend compte des activités menées, les résultats obtenus ainsi que les enseignements et perspectives. Il se structure en trois grande partie : le rappel du contexte, l'état de réalisation des activités et les résultats, enseignements et perspectives.

I. Rappel du contexte de l'intervention

Le Burkina Faso a organisé le 22 Novembre 2020 la sixième élection présidentielle et les 8^{èmes} législatives depuis son retour à l'ordre constitutionnel en 1991. Contrairement aux précédentes élections, le double scrutin de novembre 2020, s'est tenu dans un contexte de particulier marqué par les crises sécuritaire et sanitaire. En effet, le Burkina Faso est confronté depuis 2015, à l'installation inquiétante de groupes terroristes dans plusieurs régions du pays avec des attaques régulières qui ont fait plus d'un millier de morts et plus d'un million de déplacés internes.

La crise sanitaire résultant de la pandémie de la Covid – 19 a également contribué à plomber l'économie nationale et provoquer d'importants dysfonctionnements dans divers secteurs de la vie publique nationale. L'on peut également souligner les dysfonctionnements institutionnels liés aux insuffisances dans la gouvernance quotidienne de l'Etat. Ces insuffisances ont aggravé la crise de confiance entre gouvernants et gouvernés, au point de rendre, en apparence, la compétition électorale très ouverte. La présidentielle et les législatives de 2020 ont été âprement disputées. Mais à l'arrivée, le pouvoir en place s'en est tiré à bon compte avec la réélection dès le premier tour du Président sortant et l'obtention d'une majorité confortable à l'Assemblée nationale par l'Alliance des partis de la mouvance présidentielle.

A l'instar des élections précédentes, la question du financement de la campagne électorale demeure un piège dans lequel sont tombés presque tous les candidats et partis politiques en compétition. Il en est de même des électeurs (Cf. Rapport d'observation de la Campagne). En effet, la conquête et l'expression du suffrage ont encore l'objet de marchandage entre candidats et électeurs. Comme on le sait, ce marchandage aboutit le plus souvent à une sorte de contrat d'exonération d'obligation de résultats et de rédevabilité pour les élus.

Cependant, la question du financement des activités politiques et des campagnes électorales, malgré son poids sur la qualité de la gouvernance de l'Etat, ne fait pas l'objet de vrais débats, ni en période hors campagnes ni pendant les campagnes électorales.

C'est pourquoi ARGA/Burkina a jugé pertinent de saisir de la période électorale de 2020 pour lancer le débat sur cette problématique du financement des campagnes électorales et des mandats électifs. Partant des résultats de l'étude, elle a organisé les débats à des émissions radiophoniques et télévisuelles. Ces émissions ont été diffusées par 3 radios (Oméga FM, Savane FM et Ouaga FM) et trois télévisions (BF1, Savane TV et Burkina Info).

II. Etat de réalisation des activités

Conformément au contrat signé entre le NIMD et ARGA/Burkina, les activités prévues devaient permettre de :

- Susciter des débats porteurs sur le financement des campagnes électorales ainsi que la gestion des mandats électifs ;
- Organiser, préparer, animer, coordonner et suivre les émissions télés et radios ;
- Participer à l'animation des projections-débats à travers les panels au sein des Clubs Ciné Droit libre CDL dans 5 villes du pays ;
- Mettre l'accent sur la présence des jeunes et des femmes lors de l'enregistrement des différentes émissions ;
- Mesurer l'audimat auprès des télés et des radios après chaque émission.

Ces activités ont été organisées en deux axes principaux : d'une part, la mise en débats des résultats de l'étude de 2019 (à travers la réalisation et diffusion des émissions radiophoniques et télévisuelles ; et l'animation des débats des panels) et d'autre part, l'observation de la campagne électorale pour les élections du Président du Faso et des députés.

II.1. La mise en débats des résultats de l'étude sur le financement des campagnes électorales

La mise en débats des résultats de l'étude s'est faite en deux démarches complémentaires : la réalisation et l'animation des émissions radios et télés et la participation à l'animation des panels organisés à cet effet dans 5 régions.

II.1.1. Les émissions radios et télés

La réalisation et diffusion des émissions sur le financement des campagnes électorales visaient globalement à susciter des débats porteurs sur cette question majeure afin d'impulser des réflexions et des actions structurantes pour un recadrage des pratiques politiques. Initialement, il était prévu de réaliser 3 émissions télé (RTB, BF1 et Burkina Infos) et 3 émissions radiophoniques (Oméga FM, Ouaga FM et Savane FM). Après négociations les médias nous avons pu réaliser :

- 6 émissions radiophoniques soit trois (03) émissions à Ouaga FM et trois à Oméga FM

- trois émissions télé : deux à BF1 et une à Burkina Info. Avec la campagne électorale, il n'a pas été possible de produire une émission à la Radio télévision du Burkina (RTB). Nous avons donc opté de faire une 2^{ème} émission avec BF1.
- Une émission diffusée en synchronisation à la radio Savane et à la télévision Savane TV.

Ce sont donc au total 10 émissions radios et télé de débats et d'interpellation qui ont été réalisées et diffusées en moins de deux mois par 7 médias.

Les productions radiophoniques ont presque toutes été diffusées dans le cadre d'émissions phares déjà existantes dans les programmes des radios concernés. Elles ont toutes été diffusées en direct. C'étaient des émissions de débats en studios ou interactives avec la possibilité pour les auditeurs d'intervenir.

Les émissions télé ont été également diffusées en direct. Pour, certaines radios comme Ouaga FM, les émissions ont été reprises par des radios partenaires notamment 23 radios locales réparties dans plusieurs localités du pays.

Grâce à la TNT (télévision numériques de terre), à internet et au satellite toutes les trois télévisions ont une couverture nationale et internationale. Les émissions ont été également diffusées en direct.

Globalement, les émissions télé et radios ont mobilisé 26 intervenants composés notamment de :

- des experts des questions politiques (analystes politiques, enseignants-chercheurs, journalistes, etc.)
- des représentants des partis politiques de la majorité et de l'opposition ;
- des leaders d'organisations de la société civile engagées le contrôle citoyen de l'action publique et la lutte contre la corruption ;

D'une durée moyenne d'une heure, les émissions ont permis de lancer des débats publics sur le financement des campagnes électorales et des activités des partis politiques au Burkina Faso. C'est presque une première. Tous les intervenants se sont félicités du fait que le financement des campagnes électorales fasse enfin l'objet de débats publics. Ces émissions ont abordé, tour à tour, le cadre juridique et institutionnel du financement et des partis et les pratiques des acteurs ; les dispositions légales en la matière et leurs limites, les pratiques des acteurs politiques et des populations ; les voies et moyens de suivre et contrôler les pratiques des acteurs ; des conditions d'assainissement du jeu politique, etc. Elles ont été également l'occasion d'aborder la problématique de la corruption électorale et surtout l'influence de

l'argent sur les résultats des scrutins, les comportements des citoyens électeurs qui conditionnent leurs soutiens aux candidats à l'obtention de cadeaux et de l'argent.

Le tableau ci-dessous fournit le détail sur la programmation des diffusions et les acteurs impliqués.

Tableau récapitulatif des émissions réalisées

Médias	Intitulé de l'émission et date de diffusion	Invités /Participants	Observations
Ouaga FM	1 ^{ère} émission en Français : « Les grandes questions » du Samedi 17 octobre 2020 de 9 heures à 10h30	<ul style="list-style-type: none"> - Dr. Zakaria Soré, représentant ARGA/Burkina ; - Ali Badra Ouédraogo, Président du RPR, représentant la majorité présidentielle ; - Mamadou Kabré, Président du PRIT Lannaya, représentant l'opposition politique. 	C'est l'une des émissions phares de la radio. Les débats étaient très houleux entre les invités de positions très opposées sous l'arbitrage de Dr Zakaria Soré qui s'est basé sur les résultats de l'étude de 2019. Cette émission a été reprise par 23 radios partenaires de Ouaga FM réparties dans plusieurs provinces du pays.
	2 ^{ème} émission : « Comprendre la démocratie » diffusée le samedi 24 octobre à 11 heures en langue Moré	<ul style="list-style-type: none"> - Sayouba Sanfo (MPP), représentant la majorité ; - Adama Yaser Ouédraogo du CDP, représentant l'opposition politique 	C'est aussi une émission interactive existant déjà dans le programme de la Radio. Les débats ont été également houleux entre les deux invités. L'arbitrage a été assuré par les auditeurs qui avaient des positions très tranchées sur le sujet (prés d'une vingtaine d'intervenants)
	3 ^{ème} émission « Les grandes questions » diffusé le samedi	<ul style="list-style-type: none"> - Roger Ilboudo, représentant la majorité ; 	Elle est intervenue en émission spéciale en remplacement de la rediffusion de l'émission « les

	24 octobre à 18 heures en langue française et en direct de Ouaga	- Denis Tégnan (CDP), représentant de l'opposition	Grandes questions »
OMEGA FM	1 ^{ère} émission en Français : « Dimanche politique » du dimanche 1 ^{er} Novembre de 9h à 10h.	- Boureima OUEDRAOGO, ARGA/Burkina - Siaka COULIBALY, analyste politique, expert consultant sur des questions politiques pour Radio Oméga et d'autres médias	C'est l'une des émissions phares de la Radio Oméga qui reçoit chaque dimanche de 9 H à 10 h, des experts, des leaders politiques, de la société civile autour des grande questions politiques qui ont marqué l'actualité politique au cours de la semaine. L'émission est retransmise en live sur la page Facebook de la radio avec plus 5200 vues.
	2 ^{ème} émission en Français : « Ça nous concerne » du Mardi 3 novembre	- Dr Zaria Soré, ARGA/Burkina	C'est aussi une émission phare de la radio qui est diffusée en direct tous les matins de 9h à 10h, du lundi au vendredi. C'est une émission interactive avec l'intervention d'une quinzaine d'auditeurs jusqu'à la fin de l'émission. Le temps n'a pas suffi
	3 ^{ème} émission en Moré : « Y a tond faan Yél Pakrè » (ça nous concerne en mooré) du mardi 3 novembre	- Dr. Zakaria Soré, ARGA /Burkina	C'est la version en langue mooré de l'émission « Ça nous concerne » diffusée tous les jours du lundi au vendredi de 15 h à 16h. C'est une émission interactive qui a enregistré 16 intervenants d'auditeurs.
Télévision	1 ^{ère} émission en français : Emission spéciale , diffusée le	- Député Lassina (MPP) représentant la majorité ;	D'abord, le décor a été planté par AREGA/Burkina en présentant les résultats de l'étude de 2019. Cette

BF1	mercredi 21 octobre de 21H à 22 h	<ul style="list-style-type: none"> - Alain Kam, Directeur du centre de formation de l'UPC, représentant l'opposition - Dr. Zakaria Soré, ARGA /Burkina 	<p>émission a eu le mérite de pointer l'opacité dans la gestion des aussi bien des financements publics que privés des partis et des campagnes électorales.</p> <p>Comme l'a relevé l'étude de 2019, les représentant de l'opposition et de la majorité étaient d'accord que l'animation de la vie politique coûte cher.</p> <p>C'était une émission interactive qui a permis aux téléspectateurs d'interpeller surtout les politiques et de dénoncer certaines pratiques dont la majorité était opposée au financement public des campagnes électorales</p>
	2 ^{ème} émission en français : Emission Spéciale , diffusée le mercredi 17 novembre de 21 H à 22 H.	<ul style="list-style-type: none"> - Dr. Zakaria Soré, ARGA/Burkina ; - Sagado Nacanabo, RENLAC ; - Issa Ouedraogo, Directeur de cabinet du CFOP, représentant l'opposition 	Le représentant désigné de la majorité a eu un contretemps de dernière minute.
Burkina info TV	« Plateau spécial » dans le cadre de la campagne électorale 2020, diffusée le 20 novembre 2020	<ul style="list-style-type: none"> - Dr Zakaria Soré, ARGA/Burkina ; - Sagado Nacanabo, RENLAC 	Cette émission a été insérée dans le cadre d'un plateau spécial initié par la télévision pour des débats sur la campagne pour la présidentielle et les législatives 2020.

<p>Savane FM & Savane TV</p>	<p>« 100 Minutes pour comprendre » du samedi 31 octobre 2020 en Français</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Boureima Ouedraogo, ARGA/Burkina ; - Sagado Nacanabo, Secrétaire exécutif du Réseau national de lutte contre la corruption (REN-LAC) ; - Issiaka Ouedraogo, Président du Centre d'information sur la actions du Gouvernement (CISAG) 	<p>C'est l'émission phare du Groupe Savane Médias, diffusée simultanément en direct à la radio Savane FM et à la télévision Savane TV.</p>
---	---	--	--

II.1.2. L'animation des panels dans 5 régions

En plus des émissions radiophoniques, ARGA/Burkina a participé à l'animation des panels sur le poids des ressources financières dans le jeu politique au Burkina Faso. Organisés par l'Association Semfilms avec l'appui du NIMD, ces panels s'inscrivaient en droite ligne des débats publics sur la question du financement des campagnes électorales. Ils se sont tenus dans 5 villes du Burkina : Ouagadougou, Bobo-Dioulasso, Koudougou, Ouahigouya et Fada. ARGA/Burkina s'est jointe à d'autres acteurs notamment des politiques (opposition comme majorité), des organisations de la société civile, des jeunes.

Chacun de ces panels a mobilisé en moyenne une soixantaine de participants dans les 4 villes contre plus de deux cents à Ouagadougou.

Pour ARGA/Burkina, ce fut des occasions de partager les résultats de l'étude avec le public mais aussi d'interpeller les politiques sur leurs pratiques. A toutes les étapes, les participants ont montré un grand intérêt pour ce débat. Chaque fois, les politiques qui ont participé à l'animation des débats ont confirmé le poids de l'argent dans la politique en générale mais en particulier lors des campagnes électorales. Les débats ont parfois été houleux, notamment à Koudougou, Bobo et Fada où les politiques ont été interpellés sur la place centrale qu'occupe l'argent dans leurs campagnes.

A leur tour, ces derniers affirment être parfois contraints par les populations à délier le cordon de la bourse. En somme, les politiques sont poussés par les citoyens à des pratiques clientélistes. Certains comme le député Moussa Zerbo de l'Union pour le progrès et le changement (UPC), panéliste à Ouagadougou, ont témoigné avoir échoué une première fois (en 2012) en refusant catégoriquement de distribuer de l'argent aux populations. En 2015, il a « dû revoir sa stratégie ». Son collègue Michel Badiara de l'UNIR/PS (panéliste à Bobo-Dioulasso), confie également avoir connu ces exigences des populations dans la même circonscription électorale de la province du Houet. Mais cette province est loin d'être un cas spécifique. Dans les 4 autres villes, le phénomène est également prégnant.

Il ressort en outre de ces panels que le public n'est pas satisfait de la gestion des financements publics des campagnes électorales et des activités hors campagnes des partis politiques.

Au-delà des critiques, plusieurs recommandations ont été faites autour d'un meilleur encadrement de la mobilisation et la gestion des ressources destinées au financement des campagnes électorales et des activités des partis politiques. Cet encadrement rigoureux recommandé porte entre autre sur une relecture de la législation non seulement sur le

financement public et sur les leviers de fonds auprès des privés mais aussi en matière de prévention et répression de la corruption électorale.

II.2. L'observation de la campagne électorale de novembre 2020

Faisant suite à l'étude de 2019 et aux débats, ARGA/Burkina a observé le déroulement de la campagne et les pratiques des acteurs. Ce travail d'observation des campagnes des élections législatives et présidentielles du 22 novembre 2020 s'est déroulée du 9 au 22 octobre 2020 dans 5 régions (Boucle du Mouhoun, Centre, Centre-Ouest, Hauts-Bassins et Nord). Une dizaine d'enquêteurs à été mobilisée pour ce travail. Dans chacune de ces régions, l'observation a été faite dans le chef-lieu, et dans au moins une commune située à proximité de la capitale régionale. L'objectif était d'arriver à saisir et de comparer les pratiques et les stratégies des partis politiques dans la conduite des campagnes électorales.

II.2.1 Une démarche socio-anthropologique pour cerner les pratiques des acteurs politiques et des électeurs

L'étude de 2019 a révélé le poids écrasant de l'argent à toutes les étapes du processus électoral, du positionnement sur la liste des candidats au vote dans les urnes, en passant par la période de campagne. C'est la conséquence des mutations sociales qui ont imposé la monétarisation des relations sociales et d'un contexte social faisant de la politique un chemin d'accès aux ressources publiques. Ainsi, les électeurs attendent des candidats aux différentes élections des manifestations de générosité et des dons. Cette représentation de la politique contraint les candidats aux différentes élections, de privilégier la distribution de l'argent en lieu et place de la défense des programmes et projets de sociétés.

En vue d'observer les pratiques des acteurs en temps réelle, ARGA/Burkina a opté pour une démarche socio-anthropologique. Elle a consisté à suivre au quotidien les activités des différents partis politiques dans les régions, à réaliser des entretiens auprès d'acteurs incontournables de l'arène politique dans chaque localité, mais aussi à administrer des questionnaires auprès des citoyens. L'objectif était à la fois de saisir les démarches et stratégies des partis et des candidats aux élections du 22 novembre 2020, mais aussi à mesurer l'étendue de certaines pratiques. La stratégie de collecte de données a été complétée par une observation des meetings, des rencontres, mais aussi des démarches non-officielles des candidats et des partis auprès des populations.

II.2.2. Une confirmation du poids déterminant de l'argent dans l'arène politique

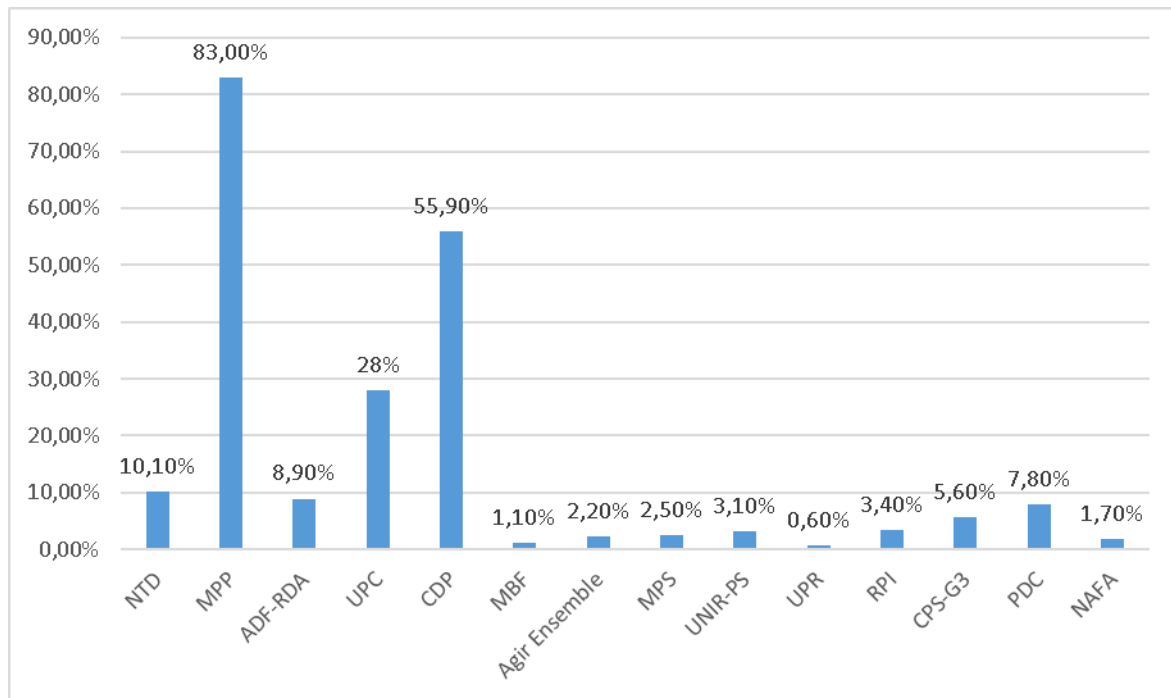
Il ressort des premiers résultats que cette campagne électorale n'a pas dérogé à la règle. Elle a été un moment de distribution d'argent et de biens. Dans ce contexte général de domination de l'argent, des acteurs essentiels considérés comme de « grands électeurs »¹ sont l'objet de convoitises. Ce sont des acteurs ayant une légitimité locale : responsables de femmes, responsables d'Organisations de la Société Civile (OSC), responsables d'associations locales de développement, chefs traditionnels, chefs religieux, etc.

L'observation établit que « le trio de tête des partis les plus généreux a été tenu par le MPP, le CDP et l'UPC. Avant les élections de novembre 2020, ils constituent les partis les plus importants de l'échiquier politique national et ceux qui recevaient le plus de financement public. En rappel, le rapport ARGA/Burkina de 2019, montre qu'entre 2017 et 2019, ces partis ont reçu respectivement, 664 250 000, 252 800 000 et 393 100 000 de francs CFA. Dans le deuxième groupe de partis ayant le plus donné d'argent pendant la campagne, on retrouve le NTD, l'ADF-RDA et le PDC. Contrairement au premier lot de partis, ici, tous n'ont pas bénéficié de financement hors campagne pendant ces dernières années. Seule l'ADF-RDA en a reçu à hauteur de 38 600 000 entre 2018 et 2019. Les deux autres sont des partis de l'actuel majorité présidentielle et détenteurs de portefeuilles ministériels »². Le graphique ci-dessous classe les partis qui ont le plus investi financièrement dans la campagne selon les réponses des personnes enquêtées.

¹ Ce sont des acteurs qui sont capables d'influencer les choix des membres de leurs communautés. En les courtisant, les politiques et les candidats visent les voix de tous ceux qui peuvent être sous leurs influences.

² Cf Rapport d'observation.

Graphique : Les partis qui ont le plus donné de l'argent selon les enquêtés



Sources : enquête de terrain, novembre 2020³

II.3. Mise en débats des résultats

En attendant d'organiser des débats avec l'ensemble des acteurs, les premiers résultats ont été présentés à la presse le 19 décembre 2020 au cours d'un déjeuner de presse à Ouagadougou. Une dizaine de médias ont répondu à l'invitation de ARGA/Burkina. Les résultats ont donc été largement diffusés par ces médias notamment Trois télévisions (RTB, BF1, Savane TV) 4 radios (Oméga, Ouaga FM, Radio Liberté, Savane FM), 3 médias en ligne (Burkina 24, le Faso.net, et InfoH24) et la presse écrite (Le Reporter).

Cette importante couverture médiatique a donné un large écho aux résultats de l'étude et relance l'intérêt de mettre en débats, la problématique du financement des campagnes électorales au regard de son poids sur les processus électoraux ainsi que la crédibilité et la légitimité des élus. ARGA/Burkina reçoit plusieurs sollicitations pour participer à des débats sur la question.

³ Rapport d'observation, opcit.

III. Résultats, enseignements et perspectives

Les activités conduites à travers ces deux axes d'intervention de ARGA/Burkina ont atteint les résultats escomptés. En effet, ces activités ont non seulement permis d'ouvrir un débat porteur sur un sujet resté jusque-là perçu comme un tabou, d'attirer l'attention sur le glissement du suffrage universel vers des suffrages censitaires ou marchands ; d'interpeller l'Etat, les acteurs politiques et l'opinion nationale sur l'impératif d'engager un réel débat sur cette problématique de financements des activités politiques dont les campagnes électorales.

III.1. Le financement des activités politiques dans le débat démocratique au Burkina

Le premier succès de cette initiative est d'avoir porté le débat sur le financement des campagnes électorales et des activités politiques sur la place publique. Le financement public qui relève du fait de la loi restait peu connu. Même dans les médias, il ne faisait pas l'objet de débats, sauf de temps à autres des articles ou des tribunes de citoyens pour dénoncer les flux financiers injectés par l'Etat dans les élections. Les émissions télévisuelles et radiophoniques ont donc donné l'occasion aux citoyens de comprendre un pan des mécanismes de financement des partis politiques et de leurs activités. Les réactions des auditeurs et des téléspectateurs pendant les émissions interactives illustrent à souhait, le rejet d'une grande partie des populations du financement public des activités des partis politiques. Pour certains, « celui qui veut s'engager en politique, doit se débrouiller pour trouver les moyens qui vont avec »⁴. Dans le même temps, si certains condamnent la marchandisation des suffrages, d'autres estiment que c'est la seule façon pour les citoyens d'obtenir la générosité des acteurs politiques.

Selon les statistiques des médias, ces émissions ont touché plusieurs centaines de milliers, voire millions de personnes à travers le territoire national et hors du Burkina. « Pour chacune de ces émissions, l'on peut estimer l'audience à plus de 2 millions d'auditeurs, tenant compte des heures de diffusion (Prime time) ; du fait que toutes les émissions ont été diffusées sur les deux fréquences synchronisées de Ouaga FM (Ouagadougou (105.2) et Bobo Dioulasso (101.1) ; du fait que ces émissions, comme c'est toujours le cas pour « Les Grandes

⁴ Un auditeur de l'émission « ça nous concerne » en français sur radio Oméga. Des réactions pareilles ont été entendues lors des émissions télévisuelles de BF1.

questions », ont été reprises par les 23 radios partenaires de Ouaga FM réparties dans plusieurs provinces, et enfin, tenant compte du fait que les émissions sont aussi diffusées en direct sur le bouquet Canal+ (via le satellite) et sur les plateformes internet de la radio (application, site web) » affirme le rédacteur en chef de Ouaga FM, Paul Mik Rouamba⁵. Certaines radios ont également repris les émissions sur les pages de réseaux sociaux. C'est le cas par exemple de Oméga⁶.

En outre suite aux émissions, ARGA/Burkina a reçu plusieurs demandes de copies du Rapport de l'étude.

Les débats lors des panels ont été également des moments d'interpellation réciproque. Autant les pratiques des politiques ont été dénoncées autant ces derniers ont eu des tribunes pour exprimer les fortes pressions qu'ils subissent de la part des électeurs pendant les campagnes électorales.

Enfin, l'observation de la campagne électorale a confirmé, ce que l'étude a relevé et offre une perspective de poursuite du débat pour une mobilisation conséquente des acteurs autour des réformes nécessaires pour restaurer l'intégrité des scrutins au Burkina Faso.

III.2. Des perspectives plus larges de mobilisation des acteurs, plaidoyer et interpellation

La mise en débats de cette problématique du financement des campagnes électorales suscite de plus de plus de l'intérêt aussi bien chez les médias que chez bien des organisations de la société civile. En effet, après les émissions qu'elle a sollicitées, ARGA/Burkina est de plus en invitée par les médias pour aborder la question du financement des campagnes électorales. Cette demande sera sans doute encore plus forte après la publication des résultats de l'observation.

Les débats engagés par le NIMD et ARGA/Burkina ont eu le mérite de poser un problème de société qui, plus est, modifie sensiblement le jeu politique en propulsant les acteurs les plus nantis aux devant de la scène, remettant ainsi en cause les principes d'équité, de transparence

⁵ Selon Paul Miki Rouamba, Rédacteur en chef de Ouaga FM, chacune des émissions de diffusé à Ouaga FM aurait touche environ deux millions de personne à travers le territoire national mais sur le plan international.

⁶ Voir par exemple la retransmission de l'émission « Dimanche politique » sur la page Facebook de la Rodio Oméga : <https://www.facebook.com/RadioOmegafmOfficiel/videos/981890822293485>

et de crédibilité des processus électoraux. C'est donc naturellement que certains acteurs manifestent un intérêt à poursuivre la réflexion et l'action en vue de contribuer à des changements dans la législation régissant le financement de l'activité politique au Burkina Faso. Sont de ceux :

- Le Réseau national de lutte anti-corruption (REN-LAC=
- L'Autorité supérieure de Contrôle d'Etat et de lutte contre la corruption (ASCE/LC)
- Les médias ;
- De nombreuses organisations de la société civile.

En termes de perspective, les débats aussi bien pendant les émissions que les panels ont abouti à un certain nombre de recommandations. Il s'agit de mobiliser une diversité d'acteurs crédibles en vue de conduire un certain nombre activités pour changer les pratiques actuelles.

L'on peut noter entres :

- Un plaidoyer et une interpellation des principaux acteurs notamment l'Etat de renforcer la législation pour instaurer des pratiques et des comportements plus en phase avec les principes d'équité et de transparence des processus électoraux ;
- Des actions de sensibilisation et d'interpellation de l'opinion nationale sur l'impératif de nouveaux rapports entre citoyens électeurs et politiciens candidats aux différents scrutins ;
- Des dénonciations des pratiques de corruption électorale en vue de décourages ces pratiques et de moraliser le financement des activités politiques ;

Conclusion

En lançant l'étude en 2019, le NIMD souhaitait ouvrir un débat informé sur le poids des ressources financières dans les résultats électoraux. Au terme de ce processus de mise en débats conduit entre octobre et novembre 2020, l'on peut affirmer qu'il a touché une problématique essentielle de la démocratie dans nos pays. L'argent semble régner en maître absolu dans les processus électoraux et les influence dangereusement. Mieux, il instaure dès l'étape de la conquête des suffrages, les bases de la mal gouvernance en créant les conditions pour soustraire les élus de leurs devoir de redévabilité.

Au demeurant, les débats doivent se poursuivre et se renforcer d'autres actions de sensibilisation, de plaidoyer et d'interpellation de tous les acteurs à tous les niveaux. Les résultats de l'observation de la campagne électorale ouvrent une nouvelle perspective d'approfondir le débats en partant des cas concrets et récents.

Aussi, ARGA/Burkina remercie-t-elle le NIMD pour la confiance et surtout l'opportunité qu'il lui offre d'être à l'avant-garde de ce processus de moralisation de la vie politique.

